
Ecole libre fondamentale mixte ASBL
Rue Croix-le-Maire, 16
6760 VIRTON



063/57.74.94

lessources@skynet.be
www.lessources.be

I. Avant-propos

Le règlement d'ordre intérieur, qui complète le « Code de vie ensemble » vous permet de réaliser comment nous voulons vivre ensemble à l'école « LES SOURCES ».

En donnant tous le meilleur de nous-mêmes, parions que nous parviendrons à mieux vivre ensemble.

Le Pouvoir Organisateur déclare que l'école appartient à l'enseignement confessionnel et plus précisément à l'enseignement catholique. Il s'est en effet engagé à l'égard des parents à enseigner et à éduquer les élèves en faisant référence à Jésus-Christ et aux valeurs de l'Évangile. Le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir Organisateur dit comment celui-ci entend soutenir et mettre en œuvre le projet global de l'Enseignement Catholique.

II. Raison d'être d'un règlement d'ordre intérieur

Pour remplir sa triple mission (**former des personnes, former des acteurs économiques et sociaux, former des citoyens**), l'école doit organiser, avec ses différents intervenants, les conditions de la vie en commun pour que :

- chacun y trouve un cadre de vie favorable au travail et à son épanouissement personnel;

- chacun puisse faire siennes des lois fondamentales qui règlent les relations entre les personnes et la vie en société ;
- chacun apprenne à respecter les autres dans leur personne et dans leurs activités ;
- on puisse apprendre à chacun à développer des projets en groupe. Ceci suppose que soient définies certaines règles qui permettent à chacun de se situer. Elles sont à mettre en résonance avec les projets éducatif et pédagogique de l'établissement ;
- on puisse assurer à tous les mêmes chances de réussite.
- Le ROI s'adresse aux élèves ainsi qu'à leurs parents. En effet, la vie en commun implique le respect de quelques règles au service de tous et pour remplir ses missions, l'école doit organiser avec ses différents intervenants les conditions de vie en commun. Le but du présent document est donc d'informer les élèves ainsi que leurs parents des règles qui régissent le bon fonctionnement de l'école.

III. Comment s'inscrire régulièrement ?

Dans l'enseignement primaire, toute demande d'inscription d'un élève émane des parents ou de la personne légalement responsable.

Elle peut également émaner d'une personne qui assure la garde de fait du mineur, pour autant que celle-ci puisse se prévaloir d'un mandat exprès d'une des personnes visées à l'alinéa 1 ou d'un document administratif officiel établissant à suffisance son droit de garde.

La demande d'inscription est introduite auprès de la direction de l'établissement au plus tard le premier jour ouvrable scolaire du mois de septembre.

L'inscription peut être prise au-delà de cette date pour des raisons exceptionnelles et motivées, appréciées par le chef d'établissement.

Avant inscription, l'élève et ses parents ont pu prendre connaissance des documents suivants:

1° - le projet éducatif et le projet pédagogique du Pouvoir Organisateur

2° - le projet d'établissement

3° - le règlement des études

4° - le règlement d'ordre intérieur

5° - un document informatif relatif à la Gratuité d'accès à l'enseignement établi et mis à disposition des écoles par les services du Gouvernement reprenant au moins la définition décrétable de frais scolaire et les Articles 100 à 102 du décret «Missions» du 24 juillet 1997.

Par l'inscription de l'élève dans l'établissement, les parents et l'élève en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur.

Dans l'enseignement maternel, la 1^{ère} inscription est reçue toute l'année.

Conditions nécessaires à une inscription valable

Nul n'est admis comme élève régulier, s'il ne satisfait aux conditions fixées par les articles 3 de la loi du 29 juin 1983 sur l'obligation scolaire et 76 du décret «Missions» du 24 juillet 1997

Il est à noter que tout minerval est interdit dans l'enseignement fondamental. L'élève n'acquiert la qualité d'élève régulièrement inscrit dans l'établissement que lorsque son dossier administratif est complet.

Les informations suivantes sont nécessaires pour une inscription valable: nom, prénom de l'élève, nationalité, date de naissance ou numéro de registre national, lieu de naissance, sexe de l'élève, résidence, coordonnées et résidence des parents. Afin de prouver ces informations, il est demandé de fournir un document officiel tel qu'une composition de ménage ou un extrait d'acte de naissance, ou une carte d'identité,...

IV. Les conséquences de l'inscription scolaire

L'inscription concrétise un contrat entre l'élève, ses parents et l'école. Ce contrat reconnaît à l'élève ainsi qu'à ses parents des droits mais aussi des obligations. Par ce contact, les parents adhèrent aux différents projets et règlements.

1. La présence à l'école

1. Obligations pour l'élève

L'élève assiste aux cours et participe aux activités pédagogiques organisées par l'équipe éducative ou l'école.

L'élève est tenu de participer à tous les cours (y compris la natation, si un cours est organisé) et activités pédagogiques. Toute dispense éventuelle ne peut être accordée que par le chef d'établissement après demande écrite dûment justifiée.

L'élève doit venir à l'école avec ses outils nécessaires aux apprentissages du jour. Il doit également respecter les consignes et effectuer les tâches demandées complètement, avec soin et dans la bonne humeur.

Sous la conduite et le contrôle des professeurs, les élèves tiennent un journal de classe ou un carnet de communication mentionnant, de façon succincte mais complète, toutes les tâches qui leur sont imposées à domicile ainsi que le matériel nécessaire aux prochains jours.

L'élève complètera quotidiennement son journal de classe et le présentera chaque soir à ses parents.

Remarque : le journal de classe peut être un moyen de correspondance entre l'établissement et les parents. Les communications concernant les retards, les congés et le comportement peuvent y être inscrites.

2. Obligations pour les parents

- Les parents veillent à ce que le jeune fréquente régulièrement et assidûment l'établissement.
- Les parents veillent également à respecter les horaires de classe.
- Par le seul fait de la fréquentation de l'établissement par l'élève, ses parents, s'engagent à s'acquitter des frais scolaires réclamés par l'établissement (collations, repas, accueil extra-scolaire ou activités obligatoires dans le cadre des activités pédagogiques). Un document reprenant les frais annuels est présenté en début de chaque année scolaire.

2. Les absences

1. En vue de lutter contre l'absentéisme

Dans le cadre de la prévention contre le décrochage scolaire: au plus tard à partir du 10ème demi-jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement le convoque ainsi que ses parents, par courrier recommandé avec accusé de réception. Lors de l'entrevue, le chef d'établissement rappelle à l'élève et à ses parents les dispositions légales relatives à l'obligation scolaire. L'objectif de cette rencontre est de rappeler à l'élève ainsi qu'à ses parents les règles en matière de fréquentation scolaire et d'envisager avec eux des actions visant à prévenir les absences futures. A défaut de présentation, le chef d'établissement délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel du centre PMS. Celui-ci établit un rapport de visite à

l'attention du chef d'établissement. Le chef d'établissement pourra demander l'intervention du service des équipes mobiles.

2. Obligations pour les parents

La maîtrise des compétences et des matières dépend de la régularité à suivre assidûment les cours et toutes les activités au programme.

En primaire, Toute absence doit être justifiée.

Les seuls motifs légaux sont les suivants :

- l'indisposition ou la maladie de l'élève couverte par certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier ;
- la convocation par une autorité publique ou la nécessité pour l'élève de se rendre auprès de cette autorité qui lui délivre une attestation ;
- le décès d'un parent ou allié de l'élève, au premier degré ; l'absence ne peut dépasser 4 jours ;
- le décès d'un parent ou allié de l'élève, à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'élève ; l'absence ne peut dépasser 2 jours.
- le décès d'un parent ou allié de l'élève, du 2° au 4° degré, n'habitant pas sous le même toit que l'élève ; l'absence ne peut dépasser 1 jour ;

Pour que l'absence soit valablement couverte, le justificatif doit être remis au titulaire de la classe au plus tard le jour du retour de l'élève dans l'établissement. Dès le troisième jour d'absence, un certificat médical doit être remis avec le justificatif.

Le pouvoir d'appréciation :

Les motifs autres que ceux repris ci-dessus sont laissés à l'appréciation du chef d'établissement pour autant qu'ils relèvent de cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève ou de transports. La direction devra indiquer les motifs précis pour lesquels elle reconnaît le cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle.

Toute autre absence est considérée comme injustifiée. Dès que l'élève compte 9 demi-jours d'absence injustifiée, le directeur le signalera impérativement au service du contrôle de l'obligation scolaire de l'Administration.

En maternel, pour les enfants non soumis à l'obligation scolaire, afin de respecter le travail des enseignants et les organisations des différentes activités, il est demandé aux parents d'avertir l'école en cas d'absence.

Attention ! Depuis le 1/09/20, l'obligation scolaire est valable pour les enfants de 3ème maternelle. Un document informatif a été remis aux parents concernés le vendredi 4 septembre 2020

3. Reconduction des inscriptions

L'élève inscrit régulièrement le demeure jusqu'à la fin de sa scolarité, sauf:

1. lorsque l'exclusion de l'élève est prononcée, dans le respect des procédures légales.
2. lorsque les parents ont fait part, dans un courrier au chef d'établissement, de leur décision de retirer l'enfant de l'établissement ;
3. lorsque l'élève n'est pas présent à la rentrée scolaire, sans justification aucune.

Au cas où les parents auraient un comportement marquant le refus d'adhérer aux différents projets et règlements repris ci-dessus, le Pouvoir organisateur se réserve le droit de refuser la réinscription de l'élève, l'année scolaire suivante et cela, dans le respect de la procédure légale.

V. VIE AU QUOTIDIEN

1. L'organisation scolaire

Etre élève à l'école « Les Sources ».

L'ouverture de l'école:

- L'école ouvre ses portes à 7h00 et les referme à 18h00.
- Un accueil extra-scolaire est organisé de 7h00 à 8h15 et de 15h30 à 18h00.
- Une école des devoirs est organisée les lundis, mardis et jeudis de 16 à 17h00.
- Durant les heures de classe, les locaux sont interdits aux parents, sauf cas exceptionnels.

La journée :

La journée est organisée ainsi :

- 4 périodes (50min) de cours le matin, de 8h30 à 12h15, avec récréation de 10h10 à 10h35. Le mercredi, fin des cours à 11h30.
- Dès que la cloche retentit, les élèves se mettent dans le rang de leur classe.
- A 12h15, seuls les élèves retournant à la maison accompagnés de leurs parents peuvent rejoindre leur domicile. Il est interdit pour tout élève mangeant à l'école de la quitter.
- A 15h30, les parents attendent leurs enfants dans la cour de récréation. Ceux qui vont à l'accueil extra-scolaire restent dans la cour de récréation, surveillée par l'accueillante.

Collations :

Dans son projet pédagogique, l'école organise des collations en maternelle qui visent à **proposer** aux enfants une alimentation variée, saine et commune à tous les enfants. La participation aux frais pour ces collations s'élève à 0,25€ par jour. Pour les parents qui ne souhaitent pas payer le montant demandé, il est possible d'apporter uniquement des fruits à l'école.

En primaire

Les bonbons, sucettes, chewing-gum, chips et boissons énergisantes sont interdites. De plus, les enfants sortent en récréation avec leur friandise déballée afin d'éviter l'accumulation de déchets dans la cour.

Repas :

Les réservations pour les repas se prennent les vendredis pour la semaine suivante.

Si un repas n'est pas annulé pour 9h00 du matin (téléphone ou mail), celui-ci sera facturé malgré tout.

Les personnes qui ne réservent pas les repas pour le vendredi doivent prendre leurs tartines.

- Tartines : les enfants mangeant leurs tartines doivent payer la somme de 0,50€/jour. S'il reste de la soupe des repas chauds, les enfants prenant les tartines pourront en bénéficier gratuitement. La somme demandée sert à payer les personnes qui surveillent les repas.

- Repas chauds : le repas chaud en maternelle revient à 2,90€ tandis que le repas chaud en primaire revient à 3,50€.

Financement :

En fin de mois, chaque famille reçoit une facture reprenant le montant à payer (une facture pour les repas et une pour l'accueil extra scolaire). Cette somme doit être versée pour le 20 du mois ou doit être payée directement au bureau. Si ce montant n'était pas versé, l'école fera intervenir une société de recouvrement de dettes ou la justice (au frais des parents) pour récupérer son dû.

Participation des élèves à des activités obligatoires ou facultatives.

En général, toutes les activités qui se déroulent durant le temps scolaire sont des activités obligatoires (piscine, bibliothèque, visite d'une exposition, spectacle, cinéma, excursion, voyage scolaire...). Tous les élèves sont tenus de participer à ces activités.

Certaines activités du temps scolaires sont aussi facultatives (cross, concours de jeux mathématiques ou dictée du Balfroid. L'enfant choisit alors librement de participer ou pas.

2. *Le sens de la vie en commun*

L'école « Les Sources » est une école chrétienne. Cela implique que nous appartenons à une communauté de vie et que notre comportement doit correspondre à cette vie en communauté par l'ouverture au dialogue, le respect de l'autre, le sens du service.

Vous êtes des élèves de l'école « Les Sources » : à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école, vous devez la représenter de la meilleure des façons. Pour cela, vous avez des droits mais aussi des devoirs :

Vos droits : On doit vous respecter, par la parole et par les gestes. Vous avez le droit de donner votre avis, vous avez le droit d'être écoutés, ...

Vos devoirs :

Respect de soi

Votre comportement doit être exemplaire et vous portez une tenue correcte et décente.

Respect des autres

Politesse à l'égard d'autrui (bonjour, merci, s'il vous plaît, pardon,...)

Comportement (respect des consignes données, ponctualité, calme, rapidité etc.)

Objets interdits (armes et tout objet pouvant être utilisé à cette fin, jeux de hasard, ...). Un gsm peut être accepté sous réserve de certaines conditions à déterminer avec la direction.

Respect des lieux

Propreté (dans les locaux et dans la cour de récréation)

Ordre à conserver dans les locaux

Respect de l'autorité

Discipline en classe et lors des activités extra-scolaires

Politesse et respect à l'égard de la direction, des membres du personnel (scolaire et extra-scolaire) et des condisciples.

3. Règlement concernant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication(TIC)

L'école rappelle qu'il est strictement interdit, par l'intermédiaire d'un écrit, site internet quelconque ou tout autre moyen de communication (blog, GSM, réseaux sociaux, ...):

- de porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la dignité des personnes ou à la sensibilité des élèves les plus jeunes (par exemple, pas de production de site à caractère extrémiste, pornographique);
- de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux droits à la réputation, à la vie privée et à l'image de tiers, entre autres, au moyen de propos ou images dénigrantes, diffamatoires, injurieux ... ;
- de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, aux droits d'auteur de quelque personne que ce soit (ex.: interaction de copie ou de téléchargement d'œuvre protégée);
- d'utiliser, sans l'autorisation préalable de l'intéressé ou sans en mentionner la source (son auteur), des informations, données, fichiers, films, photographies, logiciels, ou bases de données qui ne lui appartiennent pas ou qui ne sont libres de droit;

- d'inciter à toute forme de haine, violence, racisme...;
- d'inciter à la discrimination d'une personne ou d'un groupe de personne;
- de diffuser des informations qui peuvent ternir la réputation de l'école ou être contraire à la morale et aux lois en vigueur;
- de diffuser des informations fausses ou dangereuses pour la santé ou la vie d'autrui;-d'inclure sur son site des adresses renvoyant vers des sites extérieurs qui soient contraires aux lois et règlements ou qui portent atteinte aux droits des tiers;
- de s'adonner au piratage informatique tel qu'incriminé par l'article 550 ter du Code pénal.

Toute atteinte dont serait victime soit l'école, soit un des membres de la communauté scolaire sera susceptible d'une sanction disciplinaire, tel que prévue au chapitre VI du présent document.

Avertissement relatif à la protection de la vie privée: les fournisseurs d'accès Internet ont l'obligation de surveiller ce qui se passe sur leur réseau (sites, chat, news, mail...). Lorsque les élèves utilisent le réseau pédagogique de l'école, ils sont bien conscients que cette connexion n'est ni personnelle, ni privée et que cette activité est tracée (enregistrée) et susceptible d'être contrôlée.

4. Les photos/vidéos

Photos sur le site internet de l'école: toute photo/vidéo faite dans le cadre scolaire est susceptible d'être publiée sur le site internet, blog de l'école. L'accord écrit des parents sera demandé au préalable. Les parents veilleront également à respecter le droit à l'image dans leur utilisation privée des réseaux sociaux.

5. Traitement des données personnelles

Les données personnelles communiquées lors de l'inscription ou en cours d'année sont traitées par les membres du personnel de notre établissement conformément aux dispositions du Règlement Général européen pour la Protection des données (RGPD) en vigueur depuis mai 2018. Une déclaration de protection des données personnelles des élèves et des responsables légaux a été remise lors de l'inscription et/ou est disponible sur notre site web et/ou est disponible au secrétariat sur simple demande. Si vous souhaitez signaler un problème ou une fuite de données, merci de contacter au plus vite la direction de l'école.

6. Les assurances

- Les accidents

Tout accident, quelle qu'en soit la nature, dont est victime un élève dans le cadre de l'activité scolaire, doit être signalé, dans les meilleurs délais, à la direction de l'école, ou son représentant en cas d'absence.

Que faire en cas d'accident ?

- avertir la direction
- avertir les parents
- compléter une déclaration d'accident
- appeler l'ambulance (112) ou le 063/424906 (transports – services) en cas de besoin.

Le Pouvoir Organisateur a souscrit des polices collectives d'assurances scolaires qui comportent deux volets: l'assurance responsabilité civile et l'assurance couvrant les accidents corporels survenus à l'assuré.

L'assurance responsabilité civile couvre des dommages corporels ou matériels causés par un des assurés à un tiers dans le cadre de l'activité scolaire.

Par assuré, il y a lieu d'entendre:

- les différents organes du Pouvoir organisateur
- le chef d'établissement
- les membres du personnel
- les élèves
- les parents, les tuteurs ou les personnes ayant la garde de fait de l'enfant.

Par tiers, il y a lieu d'entendre toute personne autre que les assurés.

La responsabilité civile que les assurés pourraient encourir sur le chemin de l'établissement n'est pas couverte.

Les parents qui le désirent pourront obtenir copie du contrat d'assurances.

L'assurance "accidents" couvre les accidents corporels survenus à l'assuré, à concurrence des montants fixés dans le contrat d'assurance.

L'assurance couvre les frais médicaux (après intervention de la mutuelle), l'invalidité permanente et le décès. Les parents qui le désirent pourront obtenir copie du contrat d'assurances.

L'assurance obligatoire en responsabilité objective en cas d'incendie et d'explosion couvre les dommages matériels et corporels dus à un incendie ou une explosion. Les parents qui le désirent pourront obtenir copie du contrat d'assurance.

VI. Les contraintes de l'éducation

1. Les sanctions

L'exclusion provisoire d'un établissement ou d'un cours ne peut, dans le courant d'une même année scolaire, excéder 12 demi-journées. A la demande du chef d'établissement, le ministre peut déroger à ce principe dans des circonstances exceptionnelles.

L'école est en droit de sanctionner des fautes chez les enfants comme l'indiscipline, le manque de politesse, la brutalité dans les jeux, la violence, le manque de soin de ses objets classiques, la détérioration du mobilier et des locaux scolaires...Un système de sanction est établi en fonction de la gravité des faits:

	Date	Les faits	Signatures
1/..../....		
/..../....		
/..../....		
Sanction : convocation des parents + copier le règlement + feuille de réflexion			
	Date	Les faits	Signatures
2/..../....		
/..../....		
/..../....		
Sanction : convocation des parents + retenue d'une heure + feuille de réflexion			
	Date	Les faits	Signatures
3/..../....	=	

/..../....		
/..../....		
Sanction : convocation des parents + renvoi d'un jour			
	Date	Les faits	Signatures des différents intervenants
4/..../....		
/..../....		
/..../....		
Sanction : convocation des parents + renvoi de 3 jours			

- rappel à l'ordre, réprimande ou punition par un membre du corps enseignant ou par la direction sans communication aux parents;
- rappel à l'ordre, réprimande ou punition par un membre du corps enseignant ou par la direction avec communication aux parents (courrier ou via le journal de classe);
- retenue pour effectuer un travail d'intérêt général;
- non participation à des activités de type culturel (excursion, classe de dépaysement;-exclusion provisoire;
- exclusion définitive.

Les interdictions

Pour des raisons de légalité, de protection, de prévention et de sécurité, il est strictement interdit :

- de fumer à l'intérieur de la propriété de l'école, sauf occasions spéciales (fêtes avec endroit réservé pour les fumeurs);
- de se battre ;
- de jouer avec le matériel de système de protection et de détection incendie ;

- d'utiliser un GSM, MP3, crayon laser ou tout autre équipement de haute technologie sous peine de confiscation ;
- de mettre en péril d'une quelconque façon l'intégrité physique ou psychologique d'un tiers ;

La propriété de l'autre doit être respectée ; tout vol ou détérioration de matériel appartenant aux membres de la communauté sont inadmissibles, ainsi que les actes grossiers, les violences. La transgression de ces actes entraînera des sanctions immédiates pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

2. L'exclusion définitive

Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement subventionné ne peut en être exclu définitivement que :

- si les faits dont l'élève s'est rendu coupable portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ;
- si les faits compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.

Sont notamment considérés comme fait pouvant entraîner l'exclusion définitive de l'élève :

Dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci :

- tout coup et blessure portés sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel de l'établissement ;
- le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel de l'établissement une pression psychologique insupportable, par menaces, insultes, injures, calomnies ou diffamation ;
- le racket à l'encontre d'un autre élève de l'établissement.
- tout acte de violence sexuelle à l'encontre d'un élève ou d'un membre du personnel de l'établissement.

Dans l'enceinte de l'établissement, sur le chemin de celui-ci ou dans le cadre d'activités scolaires organisées en dehors de l'enceinte de l'école :

- la détention ou l'usage d'une arme.

Chacun de ces actes sera signalé au centre psycho-médico-social de l'établissement dans les délais appropriés, comme prescrit par l'article 29 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

L'élève sanctionné et ses responsables légaux sont informés des missions du centre psycho-médico-social, entre autres, dans le cadre d'une aide à la recherche d'un nouvel établissement.

Sans préjudice de l'article 31 du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, après examen du dossier, le service compétent pour la réinscription de l'élève exclu peut, si les faits commis par l'élève le justifient, recommander la prise en charge de celui-ci, s'il est mineur, par un service d'accrochage scolaire. Si l'élève refuse cette prise en charge, il fera l'objet d'un signalement auprès du Conseiller de l'Aide à la Jeunesse.

Sans préjudice de l'article 30 du Code d'Instruction criminelle, le chef d'établissement signale les faits visés à l'alinéa 1er, en fonction de la gravité de ceux-ci, aux services de police et conseille la victime ou ses responsables légaux, s'il s'agit d'un élève mineur, sur les modalités de dépôt d'une plainte.

Procédures de recours en matière d'exclusion et de refus d'inscription.

Les sanctions d'exclusion définitive et de refus de réinscription sont prononcées par le délégué du Pouvoir Organisateur (par le chef d'établissement), conformément à la procédure légale.

Préalablement à toute exclusion définitive ou en cas de refus de réinscription, le chef d'établissement convoquera l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette audition a lieu au plus tôt le 4ème jour ouvrable qui suit la notification de la convocation envoyée par recommandé. Le chef d'établissement veillera à informer au plus tôt le CPMS de la situation de l'élève dont le comportement pourrait conduire à une mesure d'exclusion.

La convocation reprend les griefs formulés à l'encontre de l'élève et indique les possibilités d'accès au dossier disciplinaire.

Lors de l'entretien, les parents ou la personne responsable peuvent se faire assister par un conseil.

Au terme de l'entretien, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale signe(nt) le procès-verbal de l'audition. Au cas où ceux-ci ou celle-ci refuserai(ent) de signer le document, cela est constaté par un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation et n'empêche pas la poursuite de la procédure.

Si les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ne donnent pas de suite à la convocation, un procès-verbal de carence est établi et la procédure disciplinaire peut suivre normalement son cours.

Préalablement à toute exclusion définitive, le chef d'établissement prend l'avis du corps enseignant si la gravité des faits le justifie, le PO ou son délégué peut écarter provisoirement l'élève de l'école pendant la durée de la procédure d'exclusion. Cet écartement ne peut dépasser 10 jours d'ouverture d'école.

L'exclusion définitive dûment motivée est prononcée par le Pouvoir Organisateur (ou son délégué) et est signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

La lettre recommandée fera mention de la possibilité de recours contre la décision du chef d'établissement, si celui-ci est délégué par le Pouvoir Organisateur en matière d'exclusion. La lettre recommandée fera également mention des services auxquels une aide peut être obtenue pour la réinscription.

Les parents, ou la personne investie de l'autorité parentale, disposent d'un droit de recours à l'encontre de la décision prononcée par le délégué du Pouvoir Organisateur, devant le Conseil d'administration du Pouvoir Organisateur.

Sous peine de nullité, ce recours sera introduit par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification de la décision d'exclusion définitive. Le recours n'est pas suspensif de l'application de la sanction.

Le conseil d'administration statue sur ce recours au plus tard le 15ème jour d'ouverture d'école qui suit la réception du recours. Lorsque le recours est reçu pendant les vacances d'été, le conseil d'administration doit statuer pour le 20 août.

Le refus de réinscription pour l'année scolaire suivante est traité comme une exclusion définitive.

Ces peines disciplinaires ne seront pas prononcées sans que l'élève ait eu l'occasion de faire entendre ses droits.

VII. Divers

Accès à l'école

- Pendant les heures de classe et de récréation, l'accès à l'école est interdit à toute personne externe au service (parents, visiteurs...) qui n'en a pas demandé l'autorisation.

- En dehors des heures de classe, l'école est totalement interdite d'accès à toute personne étrangère au service.

Entrée et sortie des classes.

L'entrée principale de l'école, rue Croix-le-Maire, est réservée au personnel enseignant et aux visiteurs. Les enfants qui arrivent à l'école passent par la rampe située à gauche de l'établissement. Le parking est strictement réservé aux enseignants. Les parents ne peuvent pas se garer à cet endroit, même pour déposer un enfant.

Un vaste parking disponible aux parents est situé à l'arrière du bâtiment, par la rue des Grasses Oies. Il est interdit de se garer sur les trottoirs d'accès à l'école ou à tout autre endroit qui gêne les piétons.

Présence des parents dans les couloirs de l'école.

Afin de déranger un moins les cours, nous demandons aux parents (de primaire) d'attendre leur(s) enfant(s) dans la cour de récréation, au maximum dix minutes avant la fin des cours. Nous leur demandons également de ne pas rejoindre les classes, sauf pour raison exceptionnelle.

Les rendez-vous avec les enseignants se prennent avant ou après la classe, ou via le journal de classe.

Animaux de compagnie

Les animaux de compagnie, même en laisse, ne sont pas admis dans l'enceinte de l'école.

Affiches et publicités

Avant d'afficher quoi que ce soit aux portes et fenêtres de l'école, il faut en demander l'autorisation à la direction.